

Situation catastrophique dans les prisons iraniennes



URGENCE : Prison d'Evin, situation critique

Cher.es citoyen.nes, organisations de défense des droits humains et communauté internationale,

La prison d'Evin fait face à une catastrophe humanitaire. Le 2 mars 2026, la section administrative a été gravement endommagée lors de frappes aériennes. L'ordre s'est effondré, le personnel a quitté les lieux et les détenu.es sont bloqué.es dans des conditions extrêmement dangereuses.

- La nourriture et l'eau potable sont presque inexistantes ;
- L'accès aux soins médicaux est gravement perturbé ;
- La communication avec l'extérieur est coupée ;
- Certaines parties de la prison sont structurellement endommagées.

L'épouse de Mostafa Mohammadhasan, étudiant en philosophie des sciences à l'Université industrielle Sharif et détenu depuis début février, témoigne :

« La prison est sous le contrôle des forces Nopo. Les responsables ont quitté les lieux, et la boutique est fermée. »

La vie de milliers de prisonnier.es est en danger immédiat. Le Comité pour la libération des prisonniers politiques en Iran appelle les autorités iraniennes à assumer leur responsabilité pleine et entière pour protéger la vie et la sécurité des détenus, conformément aux lois nationales et aux engagements internationaux.

ALERTE URGENTE : Vie des détenu.es gravement menacée à la prison du Grand Téhéran

Le bâtiment administratif de la prison du Grand Téhéran (Fashafouyeh) a été pris pour cible lors de frappes aériennes du 2 mars 2026.

La situation est catastrophique et critique :

- Plusieurs quartiers de détention sont endommagés ;
- La distribution de nourriture et d'eau potable est interrompue ;
- L'accès aux soins médicaux est gravement perturbé ;
- La communication avec les familles est coupée ou fortement restreinte.

Des centaines de détenu.es sont en danger immédiat, prisonnier.es dans un établissement où l'ordre s'est effondré et le personnel a quitté les lieux.

Le Comité pour la libération des prisonnier.es politiques en Iran appelle la communauté internationale et toutes les organisations de défense des droits humains à se mobiliser immédiatement.

La responsabilité totale de protéger la vie et la sécurité des détenu.es incombe aux autorités de la République islamique d'Iran, conformément aux lois nationales et aux engagements internationaux.

2 mars 2026

Comité pour la libération des prisonnier.es politiques en Iran